



« Le directeur du fondamental est l'oublié de toutes les réformes de l'école »

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Présidente depuis deux ans du Collège des directeurs de l'enseignement fondamental catholique, Christine Toumpsin, directrice de l'Institut Notre-Dame à Anderlecht, porte les revendications d'un métier absolument central de l'école mais insuffisamment reconnu. Les directeurs ne se sont pas joints au mouvement de mécontentement des enseignants le 10 février mais ils ont été reçus par la ministre Désir le 21 décembre et le seront à nouveau très bientôt. La liste de leurs tâches est longue comme une pandémie de Covid. Nous aborderons dans notre prochain numéro le sort des directions du secondaire.

Pourquoi les directions ne se joignent-elles pas à la grogne des profs, qui ont été reçus par la ministre le 10 février dernier ?

« Parce que c'est le mouvement des enseignants et des syndicats. Notre mouvement se veut apolitique et asyndical. Nous ne sommes là que pour défendre nos postes et fonctions, nos collègues, nos conditions de travail. C'est une action des directions, par les directions, pour les directions. Les enseignants sont en général solidaires. Certains voulaient même nous accompagner le 21 décembre devant le cabinet, chose que nous avons refusée. »

C'est une action inter-réseaux, ce qui est nouveau. Pourtant, ne dit-on pas généralement que les écoles officielles et notamment communales sont bien pourvues en personnel d'encadrement ?

« C'est effectivement totalement nouveau et la volonté est de poursuivre. Il est clair que le communal a d'autres aides que nous mais, à l'inverse, les directeurs ont une liberté de parole nettement moins grande que nous, certains ont reçu interdiction de participer. Ce qui est commun à tout le monde, c'est la pression, la charge de travail, l'absence de reconnaissance propre de notre fonction. Après, quand nous déneigeons la cour de récréation ou peignons un mur, les écoles communales ont du personnel communal. »

Vous parlez de reconnaissance et non d'augmentation : on est dans la symbolique pure ?

« En grande partie, oui. Ce que nous demandons, c'est une juste reconnaissance, à la hauteur de notre responsabilité. Et cela passe, c'est vrai, par un barème engendrant une revalorisation salariale. La reconnaissance, cela ne coûte pas grand-chose. Au contraire du secondaire, les directeurs et directrices du fondamental ont un contrat d'enseignants avec un complément de direction. Nous voulons avoir la même valeur que les directeurs du secondaire. C'est une anomalie historique dont personne ne connaît l'explication. Les directions du fondamental ont été les oubliées de toutes les réformes. Chacun sait qu'on ne peut faire tourner une école sans directeur mais on l'oublie dans toutes les décisions. Dans les circulaires, on ne parle pas des directeurs. Tous les enseignants reçoivent une prime de 100 € pour le matériel informatique, pas les directeurs alors que nous sommes obligés de travailler à la maison le soir et le week-end. Nous voulons une reconnaissance propre, que l'on ait des contrats de direction et non d'enseignants, avec un emploi, des heures et un salaire de direction. »

Le Pacte d'excellence parle pourtant d'un rôle de leader pédagogique pour les directeurs...

« Le Pacte reconnaît l'importance de directions fortes et formées pour mener le plan de pilotage mais rien n'est fait pour cela. Pour pouvoir l'assumer, nous devons être déchargés d'autres choses. Notre première demande, c'est que le cadre administratif et éducatif organique soit identique au secondaire. Si c'était le cas dans mon école, j'aurais droit à un économiste, à une secrétaire et à trois ou quatre éducateurs au moins. Aujourd'hui, c'est zéro ou alors sur fonds propres. J'arrive à 6h30 du matin pour pouvoir travailler au calme et être à 8 heures à la porte pour accueillir parents et élèves. Ce n'est pas normal de ne voir les enfants qu'à l'entrée et à la sortie de l'école quand on est responsable pédagogique ! Avant le Covid, j'étais contente si je parvenais à faire du pédagogique un tiers du temps. »

Le Covid a été le déclencheur ?

« La situation était évidemment déjà explosive avant le premier cas de Covid. Mais la crise sanitaire a mis en exergue ce que nous faisons depuis des années, elle a fait exploser tout ce que nous avons à faire. Avant, j'avais le temps d'aller simplement dans une classe m'asseoir et voir comment ça se passe. Maintenant plus ! Ce que je ne gère pas en lien avec le Covid durant la journée, c'est-à-dire tout le reste, je dois le faire après. Les trois premières semaines de janvier, la gestion de la situation sanitaire représentait 100% de notre temps de travail. Je ne parle même pas de mes collègues qui ont été menacés de mort parce que les élèves devaient porter le masque. Idem pour la pénurie : elle est systémique et date de nombreuses années. Dans le primaire, nous sommes en pénurie dès le mois d'octobre. Mais là, c'est décuplé. »

Ne vous demande-t-on pas des compétences qui sont tout sauf pédagogiques ?

« Nous sommes des enseignants avec des compétences pédagogiques et une formation de direction mais, au quotidien, nous sommes comptables, secouristes, psychologues, plombiers, électriciens. On débouche les toilettes, on change les ampoules, on sale la cour. Je ne suis pas payée pour ça, ce n'est pas ma fonction. Je me suis formée au BA4 électricien pour pouvoir remettre les plombs quand ils sautent. Vous me direz que chacun de nous remet les fusibles chez soi mais, dans une école, si on a un problème après et

que la personne qui a remis les plombs n'a pas de formation en poche, nous ne sommes pas couverts par les assurances ! Je suis formée à l'utilisation des extincteurs comme premier secours en attendant les pompiers. C'est une responsabilité totale, 24 heures sur 24. J'ajoute à cela que, au-delà des problèmes scolaires, nous sommes la première ligne pour les enfants qui subissent des violences à la maison, qui vivent des agressions sexuelles, les mamans battues qui ne savent pas où aller... Le seul endroit où ils savent qu'ils seront en sécurité, c'est ici. »

Elle vous répond quoi la ministre ?

« Elle a bien compris, elle est consciente, les rencontres ont le mérite d'exister. Mais les marges financières sont nulles. Je pense que la Fédération Wallonie-Bruxelles devrait revoir ses priorités et travailler autrement. Les réformes ne sont pas adaptées à la réalité du terrain. Le Pacte d'excellence, le plan de pilotage, c'est magnifique mais, malheureusement, le politique veut entrer en force dans le Pacte. Nous demandons de ralentir la cadence car nous sommes dans une situation complexe, ce qui a été entendu en partie. Est-ce que tout changer à chaque ministre est une bonne solution ? Le Pacte a évidemment une vision à long terme. Mais, de mon expérience depuis 1992, je sais que nous n'avons jamais eu le temps de mettre en application une réforme que la nouvelle était là ! Et cela coûte à chaque fois beaucoup d'argent pour ne pas avoir le temps de mettre les réformes en route et encore moins de voir, 3 ans plus tard, l'effet de la réforme. Une grosse machine comme l'école ne se change pas du jour au lendemain. »

Aujourd'hui, la majorité de vos collègues sont-ils plus proches du renoncement voire du burn-out ou sont-ils boostés par leur passion ?

« C'est assez partagé, en fait. Les anciens ont déjà vécu beaucoup de choses, ils tiennent debout. Les plus jeunes, qui entrent dans la fonction depuis le Covid, ont tendance à se demander quelle bêtise ils ont faite en devenant directeurs. Ces dernières semaines, je dois avouer que même des collègues parmi les plus costauds, en poste depuis 15 ans, reconnus, ont donné des signes de difficultés. Si même eux s'effondrent, alors... »

Et vous, avez-vous déjà pensé à abandonner ?

« En 2020, aux débuts du Covid, j'ai failli renoncer. Je me suis fait aider par un coach, je me défoule bien au sport pour me vider la tête. Ce qui me fait tenir ? Une équipe extraordinaire. Et les enfants ! J'ai ma dose de câlins le matin, le midi, le soir, sur la cour ou devant l'école. » ■



Christine Toumpsin ©DR